

France/Attaque

Un policier agressé devant Notre-Dame à Paris

AFP
Paris/France

L'assaillant, qui a fait usage d'un marteau, a été blessé par balle.

UN homme a agressé un policier avec un marteau sur le parvis de la cathédrale Notre-Dame et a été blessé par balle par un tir de riposte, a-t-on appris auprès de la préfecture de police. Le corps de l'assaillant était au sol, devant le parvis de la cathédrale, un des monuments les plus visités de la capitale française, autour duquel un périmètre de sécurité a été installé, selon des sources sur place. Un témoin a rapporté à l'AFP avoir entendu "crier

très fort", puis vu "un mouvement de foule". "Les gens ont paniqué, j'ai entendu deux coups de feu, vu un homme étendu par terre, du sang partout", a-t-il ajouté. Le policier agressé a été légèrement blessé, a-t-on appris de source policière. Les autorités ont demandé au public d'éviter le secteur. Le parquet antiterroriste a ouvert une enquête. L'attaque intervient trois jours après un attentat perpétré samedi soir au cœur de Londres, revendiqué par le groupe jihadiste Etat islamique (EI), et qui a fait sept morts. La France a connu depuis janvier 2015 une vague inédite d'attentats sur son sol qui ont fait au total 239 morts et des centaines de blessés. Plusieurs de ces attaques ou tentatives ont visé des militaires ou des



Photo : AFP

La cathédrale Notre-Dame de Paris, dont le parvis a été hier le théâtre de l'attaque au marteau contre un policier.

policiers. Le 20 avril, sur la célèbre artère parisienne des Champs Elysées, un Français de 39 ans avait tué un policier de 37 ans de deux balles dans la tête et blessé deux autres agents et une passante allemande, avant

d'être abattu. L'attaque avait eu lieu à trois jours de l'élection présidentielle française. La France est placée sous le régime exceptionnel de l'état d'urgence depuis les attentats de novembre 2015 (130 morts) à Paris,

du jamais vu depuis la guerre d'indépendance d'avec l'Algérie il y a soixante ans. Le dispositif sécuritaire a été drastiquement renforcé. Signe le plus visible : le déploiement de 7 000 militaires dans les rues, gares et lieux touristiques. Le groupe EI, qui perd du terrain en Irak et en Syrie où il a proclamé un califat en 2014, menace régulièrement la France de représailles pour sa participation à la coalition militaire internationale dans ces deux pays. L'EI a appelé en outre à frapper les "mécrites" partout où cela est possible et le groupe cherche à s'exporter en Europe grâce aux jihadistes qui reviennent de Syrie avec pour mandat de mener des opérations sur le sol européen.

L'Afrique en bref

- **Cameroun/Jihadistes. Une trentaine de militaires aux arrêts**
Une trentaine de militaires camerounais engagés dans la guerre contre le groupe jihadiste nigérian Boko Haram ont été arrêtés après avoir manifesté pour le paiement de primes et leur relève.
- **Kenya/Attentat. Quatre 4 morts dans l'explosion d'une bombe artisanale**
Quatre personnes, dont trois travaillant pour une ONG, ont été tuées hier lorsque leur véhicule a déclenché l'explosion d'une bombe artisanale sur une route dans l'est du Kenya, qui a subi récemment une série d'attentats de ce type, a annoncé un responsable des autorités locales.
- **Maroc/Manifestation. Le leader de la contestation en prison**
Le leader de la contestation populaire dans le nord du Maroc, Nasser Zefzafi, a été incarcéré à Casablanca et placé en détention provisoire, une semaine après son arrestation, a annoncé hier un avocat de la défense.
- **Tunisie/Intempéries. Deux morts dans le pays**
Deux personnes sont mortes dans des intempéries en Tunisie et d'importants dégâts matériels ont été enregistrés dans l'agglomération de Tunis du fait des inondations, a-t-on appris hier auprès des autorités. Le nord de la Tunisie a été balayé lundi par une tempête spectaculaire.

de prospérité". M. De Nicolò a, ensuite, évoqué les relations de coopération entre son pays et le continent africain qui, selon lui, sont reliés par un "pont géographiquement naturel". Il a paraphrasé le président de la République italienne, Sergio Mattarella, qui pense que "le monde dans lequel nous vivons est trop interconnecté pour que nous puissions nous permettre d'ignorer ce

qui se passe si près de chez nous, aussi bien en termes de difficultés que d'opportunités. L'Afrique n'est pas et, en tout cas, ne peut plus être de toute manière "autre chose" par rapport à l'Europe, et vice versa". Ce, pour "souligner l'importance des perspectives d'un partenariat stratégique redynamisé entre l'UE et l'Afrique.". Avant de clore son propos, il a marqué une pause sur

A travers le monde

- **Afghanistan/Conflit. Ultimatum aux talibans !**
Le président afghan Ashraf Ghani a lancé hier un ultimatum aux talibans, les appelant à saisir la "dernière chance" pour la paix, quelques jours après un attentat dévastateur dans la capitale dont le bilan dépasse désormais 150 morts.
- **Grande-Bretagne/Attentat. Le 3e auteur de l'attaque de Londres identifié**



Photo : AFP

La police britannique a révélé hier l'identité du troisième auteur de l'attentat qui a ensanglanté Londres samedi soir, Youssef Zaghba (photo), un Italien d'origine marocaine de 22 ans, en pleine polémique sur l'efficacité des services de sécurité et renseignement.

Italie/Célébration du 71e anniversaire de la République Appel à une réflexion sur l'identité de l'Italie

R.H.A
Libreville/Gabon

Une commémoration aux sons de la musique de Maître Dario Cecchini, saxophoniste-baryton, de Maître Riccardo Fassi et Baka Yemba Vocal du Gabon.

LA communauté italienne résidant au Gabon a célébré, vendredi dernier, le 71e anniversaire de la chute du fascisme en 1946 et la proclamation de la République à la résidence de l'ambassadeur Paolo De Nicolò. Une cérémonie à laquelle prenaient part plusieurs diplomates étrangers en poste au Gabon.. Le chef de la mission italienne dans notre pays a, à cette occasion, invité ses compatriotes à une réflexion sur l'identité de l'Italie au sein de l'Union européenne (UE). Il est revenu sur les faits marquants de cette République



Photo : R.H.A

L'ambassadeur d'Italie Paolo De Nicolò, lors de son intervention...

qui est, d'après lui, intimement liée à certains points majeurs de l'histoire de l'humanité. "Les traités fondateurs de l'UE prirent naissance à Rome. De plus, le 25 mars dernier, dans la même capitale, a été signée la déclaration confirmant la détermination des États membres européens à faire face ensemble aux défis actuels en poursuivant sans cesse la réalisation des objectifs communs de paix et

de prospérité". M. De Nicolò a, ensuite, évoqué les relations de coopération entre son pays et le continent africain qui, selon lui, sont reliés par un "pont géographiquement naturel". Il a paraphrasé le président de la République italienne, Sergio Mattarella, qui pense que "le monde dans lequel nous vivons est trop interconnecté pour que nous puissions nous permettre d'ignorer ce



Photo : R.H.A

... devant notamment des membres de sa communauté résidant à Libreville.

les relations gabono-italiennes en souhaitant qu'une "nouvelle atmosphère positive puisse faire avancer le processus de dialogue entamé avec l'Union européenne le 15 décembre dernier, afin de rétablir l'esprit de confiance nécessaire pour donner pleine potentialité au désir de renforcer notre contribution à la consolidation du chemin de prospérité et de progrès du peuple gabonais".

RDCongo/Droits de l'Homme

L'Onu brandit la menace d'une enquête internationale

AFP
Genève/Suisse

LE Haut-Commissaire de l'Onu aux droits de l'Homme a indiqué hier attendre d'ici deux jours des engagements de la République démocratique du Congo sur des investigations sur les violences dans la province du Kasai, brandissant la menace d'une enquête internationale. "A moins que je reçoive d'ici le 8 juin des réponses appropriées du gouvernement concernant une enquête conjointe, j'insisterai sur la

création d'un mécanisme d'enquête internationale pour le Kasai", a déclaré le Haut-Commissaire, Zeid Ra'ad Al Hussein. M. Zeid, qui réclame depuis mars la création d'une commission d'enquête du Conseil sur les violences en RDC après la découverte notamment de charniers, s'exprimait à l'ouverture de la 35e session du Conseil des droits de l'Homme à Genève (du 6 au 23 juin). A l'issue de chaque session du Conseil, ses 47 Etats membres du Conseil peuvent en effet décider, à travers l'adoption de

résolutions, de créer des enquêtes internationales, comme il en existe pour la Syrie. La pression exercée par M. Zeid sur la RDC intervient alors que des ONG ont réclamé la semaine dernière une enquête internationale sur les violences meurtrières commises depuis septembre au Kasai, dans le centre de la RDC. En outre, les Etats-Unis ont appelé lundi les Nations unies à créer une commission d'enquête sur les meurtres en mars de deux experts de l'Onu qui cherchaient à prouver l'exis-

tence de fosses communes en RDC. L'ambassadrice américaine Nikki Haley, à Genève pour des réunions du Conseil, a souhaité lundi la création d'une commission d'enquête séparée sur les violations de ces droits dans la province de Kasai (centre), qu'elle a qualifiées d'"actes horribles". Elle devait prendre à nouveau la parole hier. Depuis septembre, la région du Kasai est secouée par la rébellion de Kamwina Nsapu, chef traditionnel tué en août 2016 lors d'une opération militaire

après s'être révolté contre les autorités de Kinshasa. Selon l'Onu, ces violences ont fait plus de 400 morts et causé le déplacement de 1,3 million de personnes. Un député d'opposition de la région a évalué le bilan à plus de 3 000 morts. Dans les provinces du centre de la RDC, l'Onu a dénombré 40 fosses communes. M. Zeid a déploré hier les "difficultés" d'accès en RDC et a annoncé l'envoi la semaine prochaine d'"une équipe" dans les pays voisins "pour rencontrer les personnes qui ont fui les attaques".